

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VO
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 1^{er} DECE

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

Affiché le

ID : 055-200066157-20221201-114_2022-DE

Objet : Institution taxe de séjour

L'an deux mille vingt-deux, le premier décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-cinq novembre deux mille vingt-deux, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Commercey

Etaient présents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercey** : BARREY Patrick, CAHU Gérald, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saulvaux** : PRESSON Evelyne suppléante de ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, FAVE Francis ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Champoungny** : VINCENT Éric ; **Commercey** : LEFEVRE Jérôme, DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, KIEFER Sandrine, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Euville** : GIRON Marcel ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine, GUERILLOT Virginie ; HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, LECLERC Madeleine, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

TRAMBLOY Jean-Marie de BISSINGER Michel, REYRE Benoît de Jérôme LEFEVRE, FAVE Francis de HOCQUART Clothilde, FERIOLI Alain de SINAMA POUJOLLE David, KOUDLANSKI Sophie de MARTIN Franck, LEMOINE Olivier de KIEFER Sandrine, SOLTANI Denis de MILLOT Nicolas, GUCKERT Olivier de DELAMARCHE Carole, GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine, BIZARD Michel de Jean-Pierre LIGIER

Secrétaire de séance : VIZOT Alain

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 45

Nombre de pouvoirs : 10

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES : Pour : 49 - Contre : 3 – Abstention : 3

Objet : Institution taxe de séjour

01/12/22 Délibération n°114 -2022

Les collectivités, communes (communes listées à l'article [L2333-26](#)) ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), qui réalisent des actions destinées à accompagner et développer l'accueil des touristes sur leur territoire ont la possibilité d'instaurer la **taxe de séjour**.

Celle-ci est alors due par toute personne qui séjourne de manière onéreuse sur le périmètre de la collectivité et qui n'y est pas résidente.

Les ressources générées par cette taxe doivent obligatoirement être affectées à des dépenses concourant au **développement de la fréquentation touristique du territoire**. Cette taxe permet ainsi aux collectivités de mobiliser des ressources complémentaires aux impôts locaux pour mettre en place des actions visant à conforter leur activité touristique.

La taxe de séjour est instituée de manière facultative par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant d'un EPCI prise avant le 1^{er} juillet pour être applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Les tarifs sont adoptés en tenant compte du barème fixé par le législateur, revalorisé chaque année.

Après exposé du Président et après avoir délibéré

Le Conseil Communautaire, **DECIDE**, à la majorité (3 contres, 3 abstentions) :

- d'instituer la taxe de séjour sur le territoire de la CC Commercy Void Vaucouleurs à compter du 1er janvier 2024 ;
- d'assujettir à la taxe de séjour au réel l'ensemble des natures d'hébergement mentionnées à l'article R.2333-44 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à savoir les palaces, les hôtels de tourisme, les résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les villages de vacances, les chambres d'hôtes, les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques, les terrains de camping, les terrains de caravanage, ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air, les ports de plaisance, les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1^o) à 9^o) ;
- de fixer les tarifs suivants applicables à compter du 1er janvier 2024 sur le territoire de la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs :

	Montant
Palaces	0,7
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidence de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,7
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidence de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,7
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidence de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,7

Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidence de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles

Envoyé en préfecture le 06/12/2022
Reçu en préfecture le 06/12/2022
Affiché le 07/12/2022
ID : 055-200066157-20221201-114_2022-DE

Hôtels de tourisme 1 étoile, résidence de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives

0,7

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures

0,6

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance

0,2

Hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des autres catégories d'hébergement mentionnés ci-dessous (tarif proportionnel au coût de la nuitée)

5%

- d'appliquer les exonérations prévues à l'article L.2333-31 du CGCT, soit :

- a. les personnes mineures,
- b. les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire de la CC CVV,
- c. les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 euro par nuit, quel que soit le nombre d'occupants.
- d. les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;

- d'appliquer la taxe de séjour sur l'année entière avec versement du montant collecté chaque semestre par les logeurs au comptable public.

- d'autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 25/11/2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.